

## Entretien de Martine Aurby

Réalisé par Jean-Jacques Bourdin

(RMC info, 23 février 2011)

*Notre invitée ce matin, M. Aubry. M. Aubry, bonjour.*

Bonjour.

*Merci d'être avec nous. Est-ce que vous avez regardé ce discours hallucinant de Kadhafi hier ?*

C'est absolument effrayant : on avait l'impression d'un homme qui était en dehors de lui-même, enfin comme parfois, on le connaît, enfin, c'est quand même un dictateur pour son pays depuis quarante-deux ans. Et maintenant, un terroriste pour le reste du monde. Et hier, ses propos étaient hallucinants, effrayants, et il faut quand même saluer...

*Mais que peut faire un président de la République, là, parce qu'on a reproché à N. Sarkozy de ne rien dire, de ne rien faire ?*

C'est-à-dire, il aurait déjà fallu ne pas le recevoir en 2007 en grande pompe...

*Oui, enfin, Mitterrand l'avait reçu, F. Mitterrand l'avait reçu, J. Chirac l'avait reçu...*

Attendez, depuis, il s'est passé les attentats de Lockerbie et d'ailleurs, et puis nous, en 2007, nous avons dit très clairement que lui dérouler le tapis rouge, accepter qu'il y ait une tente devant l'hôtel Marigny, c'est-à-dire quasiment une agressivité contre l'idée de la République, l'idée de la démocratie. Ce n'était pas acceptable, et aujourd'hui, il est clair que la diplomatie française, elle n'existe plus : on confond les contrats et la diplomatie. Et c'est pour ça que la France se rétrécit dans le monde, que sa voix ne porte plus. Il aurait fallu, d'abord, ne pas le recevoir. Et là, je pense qu'il faut être très clair : on ne l'a pas été, enfin, le Gouvernement ne l'a pas été pour l'Égypte comme pour la Tunisie. Aujourd'hui, il faut dire très simplement que Kadhafi ne peut plus rester là. Enfin, les Libyens ont un courage incroyable. Ils ont tiré dessus avec des avions, ils continuent à leur dire, ça va être la peine de mort, je vous pourchasserai. Enfin, ce type est effrayant, effrayant. Il faut que le monde entier, il faut que le Conseil de sécurité de l'ONU saisisse la Cour pénale internationale. Ce sont vraiment des crimes contre l'humanité.

*Oui, M. Aubry, amateurisme, impulsivité : vous avez lu cette tribune dans Le Monde de ces diplomates, qui reprochent la politique conduite à l'étranger par N. Sarkozy, qui reprochent à N. Sarkozy cette politique. "Remaniement", demandent J.-P. Raffarin, B. Debré qui était sur RMC ce matin. Vous aussi ?*

Mais, moi, je dis les choses simplement. Le président de la République est élu jusqu'en 2012. Il reste deux ans pour essayer, un an et demi, pour essayer de rétablir un peu ce qu'est la République. Quand vous avez les policiers, les CRS, les magistrats, les enseignants, le personnel hospitalier et aujourd'hui les diplomates qui manifestent ou disent : ça ne peut pas durer, c'est vraiment que la République va mal. Et moi, je dis au

Président : reprenez de la hauteur, essayez de considérer que la République, c'est l'intérêt général...

*Mais comment reprend-on de la hauteur, comment fait-on ?*

On fait d'abord...

*Alors qu'on a remanié il y a quelques semaines...*

Mais on a remanié, on a pris les mêmes, et on a dit : on continue la même politique. Le Président, il y a un an, nous disait : le chômage va baisser, il continue à augmenter. L'emploi, l'emploi, l'emploi : ça devrait être le problème numéro un. Le Gouvernement, du matin au soir, ne devrait penser qu'à ça, devrait avoir pris déjà les mesures qui s'imposent, pour pouvoir effectivement recréer des emplois, comme on l'a fait à plusieurs reprises ; aujourd'hui, on n'en parle pas. Le logement, on retire de l'argent...

*On va en parler du logement...*

On retire de l'argent du budget du logement, on retire de l'argent aux HLM, aux offices HLM, alors que la Fondation l'Abbé Pierre vient de le dire. Mais on le sait, nous, qui sommes dans nos villes : il y a une crise du logement en France, comme il n'y en avait pas eu depuis plusieurs années. L'accès aux soins, tous les domaines de l'accès aux droits fondamentaux vont mal. Et de quoi nous parle le président de la République ? De la suppression de l'impôt sur la fortune. Vous vous rendez compte ! On est vraiment complètement à côté de la plaque, et aujourd'hui, les Français se disent : dans le fond, il n'y en a que pour les riches, on donne toujours aux mêmes, et nous ? Et puis, surtout, moi, je le crois, parce que c'est ce que me disent les gens : ils sont extrêmement inquiets de l'image abîmée de la France. Ce que disent ces diplomates dans le fond, des ambassadeurs qui disent au président de la République : vous ne pensez qu'à des coups médiatiques. La France n'existe plus, elle n'a plus de voix dans le monde. C'est ce que nous disons d'ailleurs nous aussi, c'est terrible, c'est terrible parce qu'on a besoin de cette voix, de porter un message, qui est le message universel de la France...

*Alors, j'ai vu que S. Royal demandait l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur les ventes d'armes de la France à la Libye, et notamment lors de la visite de Kadhafi fin 2007 ; vous aussi, vous faites la même demande ou...*

Je crois qu'il n'y a pas eu de suite à cela. Mais ce qui est très grave, et Ségolène a raison, c'est qu'en 2007, on reçoit Monsieur Kadhafi sachant qui il est, parce qu'on espère avoir un contrat d'armement. La France doit défendre les Droits de l'Homme partout et ne doit pas considérer que la diplomatie, c'est, soit des coups médiatiques, comme le Président nous le fait à chaque fois qu'il sort d'une réunion de l'Union européenne ou d'un G20 ou d'un G8. Il explique à chaque fois qu'il a réglé les problèmes du monde, on se rend compte ensuite que ce n'est pas exactement le cas. Certains d'ailleurs, chefs d'État, je pense à Madame Merkel, disent : franchement, ce n'est pas sérieux tout cela. La France, aujourd'hui, a une voix, encore une fois, qui est tombée dans le monde, et c'est très grave. C'est très grave.

*Est-ce que vous craignez une forte immigration vers l'Europe ?*

A cause de ce qui se passe actuellement ?

*Oui, de ce qui se passe là-bas, oui...*

Enfin, moi, je pense, au contraire, que plus la démocratie arrivera vite dans ces pays, plus ces pays retrouveront une évolution économique et un partage...

*Parce que c'est une crainte qui est brandie, vous le savez bien, M. Aubry.*

Je vais vous dire simplement les choses aujourd'hui...

*Oui, allez-y...*

Parce que je trouve ça très grave. Le président de la République n'a pas sorti la France de la crise. L'Allemagne, elle, est sortie de la crise. Le président de la République a accru les injustices partout et a mis à bas les fondements de notre République : l'école, la santé, la police, la justice, et ce n'est pas moi qui le dis, ce sont tous ceux qui y travaillent. Alors, au lieu de prendre cela en main et de se dire : je change de cap, aujourd'hui, il essaie de nous expliquer que la cause, la cause, c'est toujours les autres. Alors, on a eu le droit à l'identité nationale, on a eu le droit aux Roms cet été, et maintenant, c'est la peur de l'islam, la peur à l'intérieur, la peur à l'extérieur. On a eu malheureusement ces deux jeunes, Antoine et Vincent, qui ont été pris comme otages au Mali, qui ont été tués. Il faut d'ailleurs savoir comment. On nous explique maintenant que l'ensemble du Mali et de l'Afrique noire, c'est l'islam et c'est les terroristes, ce n'est pas vrai. Aujourd'hui, on veut nous faire peur. Quand Moubarak est tombé, tout le monde a dit dans le monde : tant mieux, vive le peuple égyptien, quelle belle victoire. Nous, on a salué. Le président de la République a salué le courage de Moubarak, et immédiatement a dit : attention, on a peur de l'islam. C'est-à-dire que comme il a échoué, il reprend les vieilles recettes, épouvantables d'ailleurs...

*Mais pourquoi, pourquoi ?*

Pour faire peur...

*Pour chasser, pour chasser sur les terres de M. Aubry...*

Non, merci...

*M. Aubry, pardon, de M. Le Pen...*

De M. Le Pen...

*Oui, M. Aubry ?*

Il ne chasse pas sur les terres de M. Le Pen...

*Enfin, il ne chasse pas, pourquoi...*

Il fait monter M. Le Pen...

*Vous pensez qu'il fait monter M. Le Pen...*

Il fait monter M. Le Pen avec ce discours de la peur de l'islam. Moi, je suis dans une ville où il y a des musulmans. Nous vivons bien ensemble. Il n'y a pas de burqa, on vit ensemble, parce qu'on souhaite ce « vivre ensemble », et la France, c'est ça. La France, elle a reçu des immigrés venant d'Espagne, d'Italie...

*C'est fini les horaires réservés dans les piscines...*

Il n'y a jamais eu d'horaires réservés...

*Il n'y en a jamais eu...*

Pour les femmes...

*Mettez les choses au point, parce que beaucoup d'auditeurs reviennent sur cette...*

Oui, il n'y a jamais eu... Il y a eu, à un moment donné, et j'avais beaucoup réfléchi, un horaire réservé aux femmes, demandé par le centre social, qui avait un programme de lutte contre l'obésité pour les femmes de ce quartier. Le mal nourrir, la malnutrition, quand on n'a pas beaucoup d'argent, c'est important. Il y avait dans ces femmes, des femmes françaises depuis plusieurs générations. Il y avait des femmes maghrébines, parce qu'il y a des maghrébins chez moi. Cela n'a jamais été demandé, je dirais, par les musulmans, et d'ailleurs, l'imam n'était pas très content parce que, on permettait aux femmes de sortir de chez elles. Elles ont d'ailleurs créé une association ensuite où elles ont défendu les femmes de leurs quartiers. Donc il faut sortir, il faut aller regarder les choses en face. D'ailleurs, tous les journalistes qui sont venus voir l'ont dit ensuite. D'ailleurs, c'est fini : mais j'avais hésité parce que distinguer les femmes et les hommes, ça me gênait. Mais finalement, ça a permis à ces femmes de prendre leur indépendance, et j'en suis très contente. Je reviens sur ce qu'on disait...

*Oui, oui, terminez là-dessus...*

Faire peur aux Français, comme si les musulmans, ici, en France, comme s'il n'y avait pas la place pour un islam ouvert, tolérant. Et il faut se battre pour ça. Quand il y a des discours qui ne sont pas ceux-là, il faut les combattre, et comme si le monde entier était aujourd'hui une menace terroriste, ce n'est pas vrai. L'Afrique noire aujourd'hui, ce sont des hommes et des femmes. Certains sont musulmans, d'autres sont catholiques, d'autres sont baptistes, d'autres n'ont aucune religion, d'autres sont animistes. Et aujourd'hui, on veut nous faire peur. Alors, moi, je crois que le meilleur chemin pour la démocratie et pour le développement et la justice, c'est ce qui se passe actuellement, en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Yémen, au Bahreïn, c'est-à-dire, plus on ira vers la démocratie, plus ces hommes et ces femmes pourront vivre dans leur pays, et moins il y aura...

*C'est une chance pour le monde...*

C'est une chance pour eux, d'abord, et c'est une chance pour nous...

*Pour eux, oui...*